Chômage de longue durée et programmation pluriannuelle de la recherche

VIE DE L'ASSEMBLÉE PUBLIÉE LE 24/06/2020

Saisines liées : LA PRÉVENTION ET LA RÉDUCTION DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE DANS UNE PERSPECTIVE D'ACTION TERRITORIALE
AVIS DU CESE SUR LA PROGRAMMATION BUDGÉTAIRE DU PROJET DE LOI DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE LA RECHERCHE

Revoir l'intégralité de la séance

Revoir les différents moments de la séance :

Introduction du Président du CESE

Présentation du projet d'avis *"La prévention et la réduction du chômage de longue durée dans une perspective d'action territoriale"*

Allocution de ***Gérard LARCHER, président du Sénat***

Déclarations des groupes

Vote de l'avis

Présentation du projet d'avis *"Avis du Cese sur la programmation budgétaire du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche"*

Allocution de ***Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation***

Déclarations des groupes

Vote de l'avis

En présence du Président du Sénat, M. Gérard Larcher, Luc Bérille (Groupe de l'UNSA) et Jean-Michel Pottier (Groupe Entreprise) au nom de la section du travail et de l'emploi présidée par Alain Cordesse, ont présenté le projet d'avis "La prévention et la réduction du chômage de longue durée dans une perspective d'action territoriale"

En présence de Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Sylviane Lejeune, au nom de la section des activités économiques, présidée par Delphine Lalu, présentera, à 16h30, le projet d'avis "Avis du Cese sur la programmation budgétaire du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche"

La prévention et la réduction du chômage de longue durée dans une perspective d'action territoriale

Alors que la pandémie Covid19 semble maitrisée sanitairement en France, le taux de chômage, qui risque d'en découler, devrait lui être malheureusement d'un niveau historique, atteignant 10% fin 2020, et plus de 11,5% à la mi-2021 selon les projections de la Banque de France*. Le dispositif d'ampleur de chômage partiel mis en place par le gouvernement, ainsi que le dernier « ANCRE » vont certainement freiner l'impact de la crise sur l'emploi, mais restera le fait que le chômage de longue durée est révélateur d'autant de fractures sociales que territoriales. Les populations jeunes, séniors ou rurales, sont les plus fragilisées par une déqualification et une paupérisation croissantes.

Découvrez les préconisations du CESE :

Le CESE, saisi par le Sénat début décembre avant la pandémie, remet **ce jour** ses préconisations sur comment prévenir et réduire le chômage de longue durée au plus près des territoires et comment améliorer la formation professionnelle et l'accompagnement de ces demandeurs d'emploi.

Allez plus loin :

Ce nouveau projet d'avis complète celui de 2015 **l'avis "Expérimentation « Territoires zéro chômage de longue durée** » : conditions de réussite" rapporté par Patrick Lenancker, spécifiquement sur la loi du même nom et en 2016, ainsi que l'avis **L'impact du chômage sur les personnes et leur entourage : mieux prévenir et accompagner** rapporté par Jacqueline Farache qui s'attachait à mesurer l'impact social du chômage.

**projections de la Banque de France le 9 juin 2020*

Avis du Cese sur la programmation budgétaire du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche

Le CESE, qui a eu l’occasion de travailler régulièrement sur cette thématique de la recherche, a été saisi le 5 juin dernier par le gouvernement, pour contribuer sur le premier titre du projet de loi attenant, concernant la programmation budgétaire.
Le Premier ministre avait annoncé la préparation d’une loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) le 1er février 2019.

La crise du Covid-19 a brutalement rappelé l’importance des capacités de recherche, de formation et d’enseignement pour notre pays. Le Président de la République, Emmanuel Macron, réaffirmait ainsi le 19 mars dernier « *le caractère vital de la recherche scientifique et la nécessité d'investir massivement pour le long terme* » en annonçant une augmentation du budget alloué à la recherche de 5 milliards d’euros sur 10 ans.

C’est à cette aune, ainsi qu’à celle nécessaire du renforcement de l’attractivité des métiers de la recherche, que la section propose des pistes dans ce projet d'avis pour permettre à la France de maintenir son rang de nation de référence en matière scientifique.

© - copyright CESE - Mai 2024